

Unité départementale du Rhône
69 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Lyon, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD

ZI de la Pontchonnière
BP 0106
69210 L'arbresle

Références : UD-R-CTESSP-25-N°377-SP
Code AIOT : 0006103703

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD implanté ZI de la Pontchonnière route de Chanade 69210 Savigny. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD
- ZI de la Pontchonnière route de Chanade 69210 Savigny
- Code AIOT : 0006103703
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRESSENIUS est autorisée à exploiter son établissement de Savigny dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié. L'établissement est classé IED pour ses activités de transformation de plastique.

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de dispositifs médicaux dédiés à la dialyse. Il est constitué de plusieurs unités de fabrications réparties dans plusieurs bâtiments du site, dont notamment des lignes d'assemblage de dialyseurs et de fabrication de fibre polysulfone.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Schéma des réseaux | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 3 | Respect des VLE | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 6 | Registre des déchets | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | / | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | Porter à connaissance | Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 1.4.1 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Rétention | Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 4.8.3 | / | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 9 | Plan de gestion des solvants | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|--|-------------------|
| 2 | Respect des périodicités minimales de | Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article Annexe 5 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| | minimales de surveillance | article Annexe 5 | | |
| 4 | Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie | Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 4.8.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 5 | Air - Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article annexe 3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la non-conformité récurrente relative à la substance DMAC dans les rejets aqueux au niveau du point de rejet intitulé "réseau collectif", l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> |
| Constats : <p>Lors de la visite du 21 mars 2024, l'exploitant avait transmis à l'Inspection les plans des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées du site. L'Inspection avait constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le point de rejet et le point de prélèvement associé des eaux dites claires, selon l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié, n'étaient pas clairement indiqués sur les plans ; - le point de rejet dit «point de rejet interne» des eaux usées industrielles et le point de prélèvement associé, selon l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié, n'étaient pas |

| |
|--|
| <p>clairement indiqués sur les plans ;</p> <p>D'une manière plus générale, les plans des réseaux des eaux pluviales et eaux usées du site ne permettaient pas une compréhension satisfaisante du fonctionnement de ces réseaux (lisibilité, points de rejets, sens d'écoulement...).</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté à partir du plan révisé fourni par l'exploitant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le point de rejet et le point de prélèvement des eaux dites claires sont bien précisés sur le plan ; - le point de rejet «eau process» est bien précisé mais le point de prélèvement associé comporte une erreur ("point de rejet eau process" indiqué au lieu de "point de prélèvement eau process") ; - les sens d'écoulement ont été précisés. <p>L'Inspection considère par ailleurs qu'il serait nécessaire d'inclure sur le plan la canalisation entre le «point de rejet interne» et le «point de rejet réseau collectif » des eaux résiduaires industrielles.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 4 mois, mettre à jour les plans des réseaux d'eaux du site pour tenir compte des observations formulées supra.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 2 : Respect des périodicités minimales de surveillance

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article Annexe 5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau du point 2 de l'annexe 5.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 21 mars 2024 et à partir des résultats de l'autosurveillance de l'année 2023, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas respecté la fréquence d'autosurveillance du paramètre DMAC (N,N-diméthylacétamide).</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection n'a pas constaté, sur la période septembre 2024-août 2025, de non-conformité vis-à-vis des fréquences d'autosurveillance des rejets aqueux.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Respect des VLE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 21 mars 2024 et à partir des résultats de l'autosurveillance de l'année 2023 ainsi que le rapport du contrôle inopiné 2023, l'Inspection avait constaté les non-conformités suivantes :</p> <p>1) Eaux résiduaires industrielles – Point de rejet réseau collectif Le bilan de l'autosurveillance 2023 et le rapport du contrôle inopiné 2023 indiquaient des non-conformités sur les paramètres suivants : AOX, As, Cu, CrVI, DBO5, DCO, DMAC, Fe+Al, Indice phénol, Sn, Zn. Le bilan de l'autosurveillance 2023 indiquait des non-conformités récurrentes en pH. Concernant le paramètre AOX, l'exploitant avait indiqué que les dépassements constatés lors du contrôle inopiné avaient fait l'objet d'une analyse d'incident. Les causes identifiées étaient une panne d'une pompe relevage et un arrêt brutal du dépoussiéreur du site. Des actions (modification du dépoussiéreur notamment) avaient été engagées pour éviter le renouvellement de cet incident.</p> <p>2) Eaux résiduaires industrielles – Point de rejet interne Le bilan de l'autosurveillance 2023 indiquait une non-conformité au second semestre 2023 pour le paramètre MES.</p> <p>3) Eaux dites claires Le bilan de l'autosurveillance 2023 indiquait une non-conformité au mois d'avril 2023 pour le paramètre azote global.</p> <p>Aussi, l'exploitant avait indiqué préparer un porter à connaissance visant à demander la mise à jour de plusieurs valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié suite à la révision fin 2023 de la convention de déversement de ses rejets dans le réseau d'assainissement de la Communauté de Communes Pays de l'Arbresle (CCPA). Révision qui a fait l'objet de modifications de valeurs limites de rejet. L'exploitant avait rappelé que certaines valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral précité avaient été alignées sur les exigences de la convention de déversement de l'époque.</p> |

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté les éléments suivants, à partir de l'autosurveillance de septembre 2024-août 2025 et le contrôle inopiné 2024 :

1) Eaux résiduaires industrielles – Point de rejet réseau collectif

Le rapport du contrôle inopiné 2024 indique les non-conformités suivantes :

- pH in situ en continu 24h : valeurs de 6.7 à 10.7 pour une exigence réglementaire de 7 à 9 (9,5 avec neutralisation alcaline) ;
- Fe+Al en flux : 84,722 g/j pour une valeur limite de 20 g/j ;
- Cuivre en flux : 5,56 g/j pour une valeur limite de 5 g/j ;
- Chrome en flux : 7,148 g/j pour une valeur limite de 5 g/j ;
- AOX en flux : 39,714 g/j pour une valeur limite de 30 g/j ;
- Cyanures totaux en flux : 9,796 g/j pour une valeur limite de 1 g/j.

Le bilan de l'autosurveillance sept 2024-août 2025 indique les non-conformités suivantes :

- en pH, avec des dépassements supérieurs à 10% de la série de résultats de l'autosurveillance ;
- uniquement en concentration pour le paramètre plomb ;
- uniquement en flux pour les paramètres AOX, As, Cr VI, Zn, HC et Fe+Al ;
- en concentration et flux pour les paramètres DMAC et NGL.

Dans son porter à connaissance "Evolution contenu arrêté préfectoral d'exploitation" (cf constat n°7), l'exploitant a notamment demandé :

- que les valeurs limites en pH soient mises à jour en lien avec la nouvelle convention de déversement qui prévoit une plage de "6,5 à 8.5 (tolérance de pic à 9)" alors que l'arrêté préfectoral prévoit une plage de "7 à 9 (9.5 s'il y a neutralisation alcaline)". L'auto-surveillance déclarée sur GIDAF indique toutefois que des non-conformités persisteraient en cas d'alignement sur les valeurs de la convention de rejet ;
- que la valeur limite en DMAC soit réhaussée à 0.5 mg/l (au lieu de 0.08 mg/l) en cohérence avec la valeur limite du rejet des "eaux dites claires" et la nouvelle convention de rejet du site ;
- la suppression de la notion de flux comme seuil réglementaire à respecter mais de se conformer à la réglementation RSDE qui veut que le flux ne soit pas une limite ou une exigence mais seulement un seuil de déclenchement pour garantir le respect du seuil de concentration.

L'avis de l'inspection à ces demandes est développé dans le constat n°7 ci-dessous. Au regard de cet avis ainsi qu'à l'absence de dépassement de la valeur limite de débit maximal et des valeurs limites en concentration pour les paramètres AOX, As, Cr VI, Zn, HC et Fe+Al, que ce soit lors du contrôle inopiné 2024 ou l'autosurveillance de septembre 2024-août 2025, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant sur ces paramètres. Pour le paramètre DMAC, déjà identifié comme non-conforme lors de la précédente visite du 21 mars 2024, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce paramètre au regard de la persistance de la non-conformité.

2) Eaux résiduaires industrielles – Point de rejet interne

Le bilan de l'autosurveillance sept 2024-août 2025 n'indique pas de non-conformité.

Le rapport du contrôle inopiné 2024 indique une non-conformité sur le paramètre pH.

L'Inspection considère que la non-conformité en pH du point de rejet interne ne présente pas un

enjeu nécessitant de mettre en demeure l'exploitant sur ce point. En effet, comme indiqué dans le constat n°7, les effluents de ce point de rejet sont collectés en vue d'un rejet au point de "rejet réseau collectif" qui fait l'objet d'un encadrement réglementaire.

3) Eaux dites claires

Le bilan de l'autosurveillance sept 2024-août 2025 indique des non-conformités sur le paramètre NGL en novembre 2024 et janvier 2025. Le contrôle inopiné 2024 n'indique pas de non-conformité.

L'exploitant a précisé avoir mené des investigations pour identifier l'origine de l'apport en azote dans les rejets d'eaux dites claires. Les éléments transmis par l'exploitant indiquent des sources en nitrate, nitrite et ammoniacale liées aux activités du laboratoire et utilités du site. L'eau potable alimentant le site contient aussi de l'azote à des concentrations comprises entre 3 et 3.6 mg/l d'après les trois analyses fournies par l'exploitant sachant que la valeur limite de rejet est de 10 mg/l. L'Inspection considère que l'exploitant doit poursuivre son travail d'identification et de réduction des sources d'azote afin de respecter de manière pérenne la valeur limite précitée dans ses rejets.

4) GIDAF

L'Inspection a constaté des écarts entre le tableau de suivi de l'exploitant et les informations fournies dans GIDAF. Concernant les flux, l'exploitant a répondu que les valeurs de son tableau de suivi sont des flux moyens mensuels contrairement aux flux renseignés dans GIDAF qui sont bien les flux journaliers du prélèvement. L'Inspection prend note de cette information. Concernant les écarts de concentration et après vérification en séance, l'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'erreurs de report qui est réalisé manuellement. L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer que le report manuel soit réalisé sans erreur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois, respecter les valeurs limites des rejets aqueux fixés à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié.

Au regard des éléments ci-dessus, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur la non-conformité persistante en DMAC. Concernant l'azote, au regard des actions menées sur l'identification et la réduction des sources d'azote, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 4.8.4

Thème(s) : Autre, Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les eaux d'incendie du site seront récupérées dans des bassins de confinement ou autre rétention correctement dimensionnées.

Constats :

Lors de la visite du 21 mars 2024, l'Inspection avait constaté que de la végétation commençait à se développer à l'intérieur du bassin de confinement des eaux d'extinction situé au Nord-Est du site, nécessitant un nettoyage et une vérification de son étanchéité.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :

- qu'une opération de nettoyage a été réalisée les 27 et 28 juin 2024 ;
- qu'un contrôle d'étanchéité a été mené le 28 juin 2024 concluant à la présence de 49 trous, plusieurs poinçonnements et 3 manchettes défectueuses ;
- qu'un contrôle d'étanchéité post-réparation a été réalisé le 30 juillet 2024. Le rapport conclut à la bonne exécution des travaux de réparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Air - Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Air - Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Cf annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié pour les ateliers bigbag U12 et bâtiment U13 ;

Cf article 8.1 de l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié pour les installations de combustion.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté les éléments suivants :

- Dépoussiéreur de l'unité U12 : les rapports de contrôles des années 2022 à 2025 n'indiquent pas de non-conformité ;
- Chaudières des unités U4/U12 et U16 : les résultats des contrôles menés en 2024 et 2025 n'indiquent pas de non-conformité ;
- Laveur de l'unité U13 : deux non-conformités ont été relevées en 2024 (semestre 1 et semestre 2) avec des rejets en DMAC de respectivement 6,9 mg/Nm3 et 5,378 mg/Nm3 pour une valeur limite de 2 mg/Nm3. En 2025, aucune non-conformité n'a été constatée lors des deux contrôles menés. L'exploitant a indiqué que les non-conformités de 2024 résultaient d'une augmentation du nombre de lignes de filatures, augmentant ainsi la charge du laveur sans que le fonctionnement du laveur n'ait été revu en conséquence. Après investigation, l'exploitant a modifié les conditions opératoires du laveur (fréquence de purge augmentée) afin de retrouver des valeurs de rejet

conformes. L'Inspection a ainsi constaté que l'exploitant a remédié au problème.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

| |
|--|
| - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que les éléments suivants ne pas toujours renseignés dans le registre des déchets non-dangereux : récépissé du transporteur, code traitement et qualification du traitement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que son registre des déchets non-dangereux est conforme aux exigences de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Porter à connaissance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 1.4.1 |
| Thème(s) : Autre, Porter à connaissance "Evolution contenu arrêté préfectoral d'exploitation" |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R.512-33 du code de l'environnement). |
| Constats : L'exploitant a transmis au préfet et à l'inspection en mai 2024 un porter à connaissance relatif à une demande d'évolution de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2025 modifié. Les points ci-dessous de ce porter à connaissance ont fait l'objet d'échanges lors de la présente visite. A) Rejets aqueux 1) <u>DMAC</u> L'exploitant indique dans son porter à connaissance, demander la révision à la hausse de la valeur limite de la substance DMAC dans les rejets du "point de rejet réseau collectif". Cette valeur limite est de 0.08 mg/l. L'exploitant indique vouloir réhausser cette valeur à 0.5 mg/l en cohérence avec la valeur limite du rejet des "eaux dites claires" et la nouvelle convention de rejet du site. Il précise avoir mis en place un projet de réutilisation des eaux de rinçage de ses dialyseurs pour alimenter les tours aéroréfrigérantes afin de réduire les consommations d'eau du site. Cette modification, non portée à la connaissance de la Préfète du Rhône, induit une augmentation de la concentration en DMAC dans les rejets, d'où le besoin d'après l'exploitant, de réhausser la valeur limite de ce paramètre à 0,5 mg/l. Comme indiqué dans le rapport "PRICAE-RC-25-024" de la visite du 29 octobre 2025 spécifique à la thématique produits chimiques, la substance DMAC est classé H360D (CMR de catégorie 1). Elle |

répond aussi à la définition de COV (pression de vapeur 2 mbar à 20°C soit 0,2 kPa>0,01kPa). Cette substance est prise en compte dans l'inventaire des flux du dossier de réexamen IED déposé à la Préfète (version 1 de juillet 2025). L'Inspection considère par conséquent qu'une position sur la demande de modification de la valeur limite de rejet en DMAC ne pourra être prise qu'à l'issue de l'instruction du dossier de réexamen IED précité.

Concernant la modification relative à la réutilisation des eaux de rinçage des dialyseurs, non portée à la connaissance de la préfète, l'exploitant doit fournir l'ensemble des éléments d'appréciation de cette modification dans une version révisée du présent porter à connaissance.

2) Rejets "eaux résiduelles industrielles" - paramètres collectivités

L'exploitant indique dans son porter à connaissance, demander la suppression de la notion de flux en kg/j comme seuil réglementaire à respecter mais de se conformer à la réglementation RSDE qui veut que le flux ne soit pas une limite ou une exigence mais seulement un seuil de déclenchement pour garantir le respect du seuil de concentration. Sur ce point, l'Inspection a indiqué lors de la présente visite que les valeurs limites en flux seront mise à jour en lien avec les débits de rejets du site et non plus uniquement selon les valeurs de la convention de rejet comme cela a été appliqué pour l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 novembre 2019. Aussi, l'Inspection a précisé que cette mise à jour s'inscrit dans un cadre plus global qui vise à s'appuyer sur les exigences «milieu» en lien avec le PAOT (Plan d'Action Opérationnel Territorialisé).

3) Suppression du point de rejet interne

L'exploitant demande la suppression de la surveillance du point de rejet interne considérant que ce point n'est pas représentatif du rejet global du site puisqu'il est dirigé vers le point de "rejet réseau collectif" et ne concerne que l'unité U4. L'argumentaire ne présente toutefois pas d'élément relatif à l'intérêt de ce point de rejet interne vis-à-vis du rejet de la société voisine dans le collecteur dirigé vers le point "rejet réseau collectif". Le porter à connaissance doit décrire cette interaction et les modalités de gestion permettant de justifier l'absence d'intérêt du point de rejet interne.

Une mise à jour du porter à connaissance est par conséquent nécessaire avec l'ensemble des éléments précités.

4) Plage de pH

L'exploitant a demandé dans son porter à connaissance "Evolution contenu arrêté préfectoral d'exploitation" que les valeurs limites soient mises à jour en lien avec la nouvelle convention de déversement qui prévoient une plage de "6,5 à 8.5 (tolérance de pic à 9)" alors que l'arrêté préfectoral prévoit une plage de "7 à 9 (9.5 s'il y a neutralisation alcaline)". L'Inspection considère que cette alignement est possible d'après les exigences de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

B) Rejets air

1) Poussières

Le porter à connaissance indique qu'au regard du développement des activités du site, deux dépoussiéreurs supplémentaires ont été installés. Un pour l'unité U4 et un autre pour l'unité U13. L'exploitant demande que ces deux dépoussiéreurs soient ajoutés à l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site. L'Inspection constate toutefois que le porter à connaissance ne

précise pas les éléments suivants : caractéristiques de chaque dépoussiéreur, positionnement de ces dépoussiéreurs dans le process du site, positionnement vis-à-vis des exigences réglementaires ministérielles au regard des substances susceptibles d'être émises, impact de ces rejets supplémentaires sur les rejets atmosphériques du site.

Une mise à jour du porter à connaissance est par conséquent nécessaire avec l'ensemble des éléments précités.

2) DMAC

Le porter à connaissance demande que la périodicité de contrôle du rejet de DMAC soit de 2 analyses/an au lieu d'une seule par an, en lien avec le dossier de réexamen IED. L'Inspection considère que ce point est lié à l'instruction en cours du dossier de réexamen IED.

3) Installations de combustion

Le porter à connaissance demande que les mesures en continu en NOx et CO dans les rejets des chaudières U12 et U16 soient remplacées par des mesures semestrielles. L'exploitant appuie sa demande au regard de sa sortie du système d'échange de quotas CO2 depuis 2022 et la recommandation MTD8 du BREF WGC. L'Inspection considère que ce point est lié à l'instruction en cours du dossier de réexamen IED.

C) **Bruit**

L'exploitant demande dans son porter à connaissance qu'un nouveau point de mesure du bruit soit ajouté suite à la création du bâtiment U50, autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2025. L'Inspection répond que l'encadrement réglementaire relatif au bruit des activités du bâtiment U50 est déjà prescrit via l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2025 : "Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux stockages de matières plastiques relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, sont applicables aux stockages dans le bâtiment U50.". Cette demande est donc sans objet et doit donc être retirée du porter à connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois, fournir une version révisée de son porter à connaissance "Evolution contenu arrêté préfectoral d'exploitation" en prenant en compte les différentes observations formulées ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 4.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

| |
|--|
| <p>[...]</p> <p>La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que les opérations de dépotage du produit A (cf annexe confidentielle pour la dénomination exacte) sont réalisées sur une aire non adaptée à la récupération des fuites éventuelles. Des égouttures sur le sol ont été constatées à côté de la rétention de ce produit.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, modifier les conditions de mise en oeuvre du dépotage du produit A (cf annexe confidentielle pour la dénomination exacte) afin de le manipuler sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 9 : Plan de gestion des solvants

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p><u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets</u></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le DMAC comme solvant dans son process de fabrication. Cette substance répond bien à la définition de COV (pression de vapeur 2 mbar à 20°C soit 0,2 kPa>0,01kPa) selon la FDS (version 18.0 du 07/12/2022) fournie à l'Inspection.</p> |

| |
|---|
| <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des solvants alors que les quantités de DMAC sur le site sont de l'ordre de 155 tonnes. De même, aucune déclaration GERE relative à l'émission de solvants n'a été faite. Il est aussi rappelé par l'Inspection que le plan de gestion de solvants (PGS) est également lié à une exigence IED.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place, sous 3 mois, un plan de gestion de solvants sur son site et le transmettre annuellement à l'inspection des installations classées en précisant les actions visant à réduire leur consommation, conformément à l'article 28.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>L'exploitant doit déclarer chaque année dans l'application GERE les émissions de solvant de son site, conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |